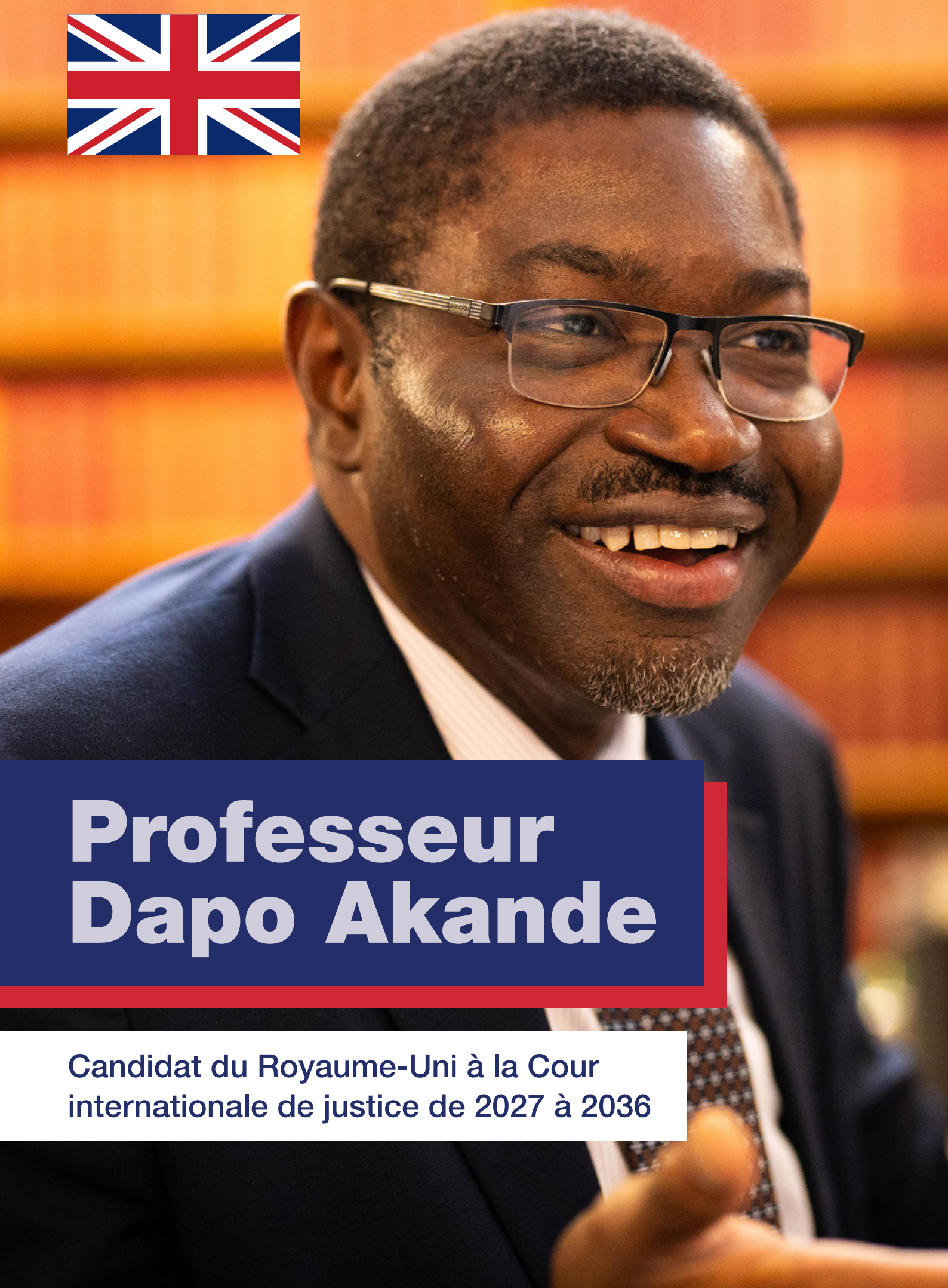




Professeur Dapo Akande

Candidat du Royaume-Uni à la Cour
internationale de justice de 2027 à 2036

Avant-propos du Premier ministre du Royaume-Uni

Dans un monde plus dangereux, plus conflictuel, notre sécurité et notre prospérité collectives ne dépendent pas seulement de notre puissance coercitive, mais aussi de la force des règles et institutions entretenues pour empêcher que les différends servent d'amorces aux conflits. La Cour internationale de justice joue un rôle prépondérant pour aider les États à les résoudre par la loi pour entretenir la stabilité internationale et défendre les principes auxquels se fient les États, toutes tailles confondues.

C'est pourquoi le Royaume-Uni est fier de soutenir la candidature du Professeur Dapo Akande à l'élection du juge de la Cour internationale de justice pour le mandat de 2027 à 2036. Il a été nommé par le Groupe national du Royaume-Uni ainsi que par 42 autres Groupes nationaux qui, collectivement, en font le plus nommé de tous les candidats à cette élection et le bénéficiaire du soutien de toutes les régions des Nations Unies.

Le Professeur Akande est un candidat exceptionnel. Il apporte l'indépendance, la rigueur juridique, le discernement et la largeur de vue dont la Cour a besoin à une époque où ses interventions sont de plus en plus sollicitées. Membre en exercice de la Commission du droit international, il a été nommé juge ad hoc au Tribunal international du droit de la mer et siège en qualité d'arbitre. C'est d'autre part un universitaire et praticien du droit dont l'indépendance est avérée.

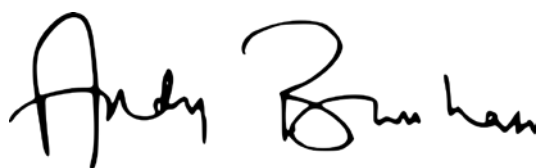


**Le Professeur
Akande est
un candidat**

**exceptionnel. Il apporte
l'indépendance, la rigueur
juridique, le discernement
et la largeur de vue dont la
Cour a besoin à une époque
où ses interventions sont de
plus en plus sollicitées.**

Initialement inscrit au barreau au Nigeria et aujourd'hui l'un des plus éminents avocats internationaux au Royaume-Uni, le Professeur Akande a bâti une carrière au rayonnement mondial. Il est intervenu en qualité de conseil, de conseiller et d'expert dans des affaires portées devant des cours et tribunaux internationaux, dont la Cour internationale de justice. En sa qualité de praticien indépendant, il a conseillé les gouvernements d'États des cinq groupes régionaux des Nations Unies, ainsi que des organismes internationaux dont les Nations Unies et l'Union africaine.

Le Professeur Akande apporte à la Cour une expérience vitale, dans un contexte où elle vit l'une des périodes les plus dynamiques de son existence, l'augmentation de sa charge de travail et d'intérêt public sans précédent pour ses activités. Le Professeur Akande joint l'excellence académique à un impact concret et je suis convaincu que sa vision pour la Cour l'aidera à guider cette institution dans ses importants travaux pour les années à venir. C'est pourquoi je soutiens sans hésitation cette candidature et j'espère que vous la soutiendrez également lors de cette élection en novembre prochain.



Andy Burnham
Premier ministre du Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord



Ed Miliband, Ministre des Affaires étrangères

À une époque où les institutions internationales subissent une pression croissante, le Royaume-Uni demeure fermement attaché à la primauté du droit international. La démocratie, la liberté et la primauté du Droit étayent la sécurité, la prospérité et la résilience collectives. Ces principes protègent la dignité, facilitent la coopération pacifique et permettent aux États, toutes tailles confondues, de résoudre leurs différends par la loi et non par la force.

Dans cet esprit, je suis ravi que le Royaume-Uni soutienne la candidature du Professeur Dapo Akande dans l'élection à la Cour internationale de justice de 2026.

Il apporte de brillants états de service en droit international, une grande rigueur intellectuelle et un sens de la collégialité qui, j'en suis convaincu, feraient bénéficier la Cour d'une contribution déterminante. Son travail de conseil auprès des gouvernements et des organisations multilatérales sur certaines des questions juridiques les plus urgentes de notre époque, lui a valu un profond respect à l'échelle internationale. Du droit humanitaire à la gouvernance numérique, son expertise est à la fois profonde et diversifiée.



Le Professeur Akande apporte de brillants états de service en droit international, une grande rigueur intellectuelle et un sens de la collégialité qui, j'en suis convaincu, feraient bénéficier la Cour d'une contribution déterminante.

Ses contributions à la Commission du droit international des Nations Unies, ainsi que ses travaux de collaboration avec l'Union africaine, l'ASEAN et le Secrétariat du Commonwealth témoignent d'une carrière définie par l'indépendance, le partenariat, l'intégrité et un engagement incontestable vis-à-vis de la justice. La nomination du Professeur Akande reflète la confiance du Royaume-Uni en l'excellence juridique et l'importance de la coopération mondiale pour défendre la primauté du droit.

J'espère de tout cœur que vous soutiendrez sa candidature.





Déclaration d'introduction du professeur Dapo Akande

C'est un grand honneur pour moi d'être nommé candidat à l'élection des juges de la CIJ. En tant que principal organe judiciaire des Nations Unies, la Cour a deux fonctions importantes : aider les États à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques fondés sur le droit international, et fournir des avis consultatifs aux organes des Nations Unies. Cela a été un privilège d'intervenir devant la Cour dans ces deux types de procédures. Si j'étais élu, ce serait un plus grand privilège encore que de contribuer aux travaux de la Cour, celle-ci jouant son rôle dans la réalisation des objectifs des Nations Unies, notamment en développant des relations amicales parmi les nations et en assurant le respect des droits de la personne. Le nombre croissant d'affaires soumises à la Cour et le grand nombre d'États prenant part ces dernières années à des procédures devant elle témoignent de la confiance qui est accordée à la Cour pour défendre la primauté du droit dans les affaires internationales.

Tout au long de ma carrière, et surtout dans mon rôle de membre de la Commission du droit international des Nations Unies, j'ai fait preuve du même engagement à faire avancer la règle du droit international.

Spécialiste et praticien à l'expérience mondiale

Si j'étais élu pour siéger à la CIJ, ma contribution à ses travaux tirerait parti de ma longue expérience à la fois universitaire et pratique dans le monde entier. Dans mes travaux de recherche, j'ai cherché à comprendre, et à expliquer, le plus clairement possible et à un public aussi large que possible, l'importance du droit international pour parvenir à un monde paisible, juste et sûr.

C'est en agissant en qualité d'avocat-conseil ou d'expert dans des affaires portées devant diverses juridictions internationales que j'ai acquis une expérience appréciable du droit

international. En dehors de la CIJ, je suis intervenu dans des affaires portées devant le Tribunal international du droit de la mer, la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et les groupes spéciaux chargés du règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce. Je fais également partie du groupe d'arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Ma pratique en matière de décisions de la justice internationale m'a apporté une connaissance intime du droit et de la procédure applicables au travail de la CIJ. Je suis régulièrement appelé à fournir des avis sur le droit international aux États, organisations internationales et organisations de la société civile. J'ai été conseiller pour des États situés dans tous les groupes régionaux des Nations Unies. On m'a par ailleurs demandé de conseiller plusieurs organes des Nations Unies et d'institutions régionales telles que l'Union africaine, le Conseil de l'Europe, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des États américains. Cette expérience m'a permis de mieux comprendre les besoins des États et de ceux de la communauté internationale au sens large.



Si je suis élu, je statuerai sur la base d'une application fidèle et impartiale du droit après avoir écouté attentivement les arguments des parties aux procédures.

Après une formation juridique initiale au Nigeria, j'ai occupé des postes d'enseignement supérieur dans des universités britanniques pendant plus de 25 ans, et j'occupe actuellement la chaire Chichele de professeur de droit international public à l'université d'Oxford. En tant que professeur invité, j'ai énormément bénéficié de mes missions dans des pays de *common law* et de droit romano-germanique. En tant qu'universitaire, j'ai siégé dans les comités éditoriaux des grandes revues de droit international du monde, dont l'*African Journal of International and Comparative Law*, l'*European Journal of International Law* et l'*American Journal of International Law*.

J'ai également eu le privilège de former régulièrement des juristes du gouvernement dans le cadre de divers programmes de formation en droit international, notamment les cours régionaux de droit international des Nations Unies pour les régions d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie, l'Académie de droit international de Séoul et le Séminaire de droit international de Tokyo. Cette participation à des programmes de droit international du monde entier m'a permis de cerner plus clairement la façon dont les règles du droit international sont comprises dans différentes parties du monde.

Juriste en droit international généraliste

Juriste en droit international public, je suis rompu à une gamme étendue de sujets dans le domaine du droit international. Mes missions ont couvert toutes sortes de domaines : droit des conflits armés, droit pénal international, droit relatif aux droits de la personne et droit des organisations internationales, sans oublier différends frontaliers et droit économique international (y compris droit commercial et droit de l'investissement). Je suis persuadé qu'une orientation de juriste en



droit international généraliste, intéressé par toutes les facettes de ce domaine, permet de voir les liens entre les différents aspects du droit international, et qu'elle sera utile à la CIJ, juridiction dont la compétence s'étend à tous les domaines du droit international.

Collégialité

Au cours de ma carrière, j'ai contribué aux travaux d'institutions juridiques qui, à l'instar de la CIJ, ont pour mission de produire des textes législatifs dont l'élaboration s'appuie sur les efforts collectifs de nombreux individus. En matière de recherche de consensus sur des questions de droit international, j'ai acquis une expérience considérable au sein de groupes tirés de milieux divers.

Mon expérience professionnelle dans diverses traditions juridiques a beaucoup favorisé mon aptitude à trouver un terrain d'entente, tout en préservant l'intégrité du droit international. Lorsque je siégeais à la Commission du droit international des Nations Unies, j'ai travaillé de manière constructive et collaborative pour mobiliser mes collègues en vue de rendre des interprétations éclairées et fidèles du droit. J'ai aussi démontré des compétences similaires

en tant que directeur ou membre de projets qui ont produit le Guide Oxford ONU OCHA du droit relatif aux opérations de secours humanitaire dans les conflits armés et le Guide de Tallinn du droit international relatif aux cyberopérations, et, en tant que coanimateur, le Processus d'Oxford sur les protections du droit international dans le cyberspace.

Indépendance et application fidèle du droit

Je suis acquis à la rigueur juridique et à la défense des normes d'analyse juridique les plus élevées dans le droit international. J'adhère également sans réserve à la préservation de l'intégrité et de l'indépendance de la CIJ.

Si je suis élu, je statuerai sur la base d'une application fidèle et impartiale du droit après avoir écouté attentivement les arguments des parties aux procédures.

 @DapoAkandeLaw

Professeur Dapo Akande : Curriculum Vitæ

Affiliations professionnelles

- Université d'Oxford : Chaire Chichele de professeur en droit international public ; membre du conseil d'administration, All Souls College (depuis 2023) ; codirecteur, Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (depuis 2009)
- Membre, Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (2023-2027)
- Membre du Groupe d'arbitres, nommé par le président du Conseil administratif, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Groupe de la Banque mondiale) (depuis 2024)
- Juge *ad hoc* au Tribunal international du droit de la mer (TIDM) (désigné par le Ghana) (depuis 2026)
- Avocat plaidant, Essex Court Chambers, Londres (depuis 2020)

Expérience universitaire antérieure

Université d'Oxford

- Professeur de droit international public (2014-2023)
- Enseignant universitaire de droit international public, puis chargé de recherches (2004-2014)
- Membre du conseil d'administration à St Peter's College, puis Exeter College, Oxford (2004-2023)
- Codirecteur, programme Oxford Martin sur les droits de la personne pour les générations futures (2013-2017)
- Codirecteur, université d'été sur le droit relatif aux droits de la personne, université d'Oxford/université George Washington (2007-2010)
- Directeur d'études de droit, Regent's Park College (2006-2008)

Autres universités britanniques

- Enseignant de droit, université de Durham (2000-2004) et université de Nottingham (1998-2000)
- Superviseur en droit international, Christ College et Wolfson College, université de Cambridge (1996-1998)
- Enseignant et assistant de recherche, London School of Economics and Political Science (1994-1996, 1997-1998)

Professeur invité et postes de conférencier

- Université de Vienne (2018)
- Faculté de droit Católica Global, Lisbonne (2014-2018)
- Professeur invité Sir Ninian Stephen, faculté de droit de l'université de Melbourne (2015)
- Faculté de droit de l'université de Miami (2002, 2009)
- Faculté de droit de Yale (2008-2009)



- Directeur, académie d'été de Nuremberg, Académie internationale des Principes de Nuremberg (2015)
- Université d'Édimbourg (2000-2003)

Expérience utile en matière de litige

Cour internationale de justice

- Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar), avocat-conseil pour le Royaume-Uni en tant qu'intervenants (2022-2026)
- Conséquences juridiques découlant des politiques et des pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé, dont Jérusalem-Est, avocat-conseil pour le Japon (2022-2024)
- Délimitation et souveraineté terrestres et maritimes sur les îles (Gabon/Guinée équatoriale), avocat-conseil pour la Guinée équatoriale (2021-2025)
- Phase des réparations d'une affaire d'activités armées (République démocratique du Congo c. Ouganda), conseiller juridique et avocat pour l'Ouganda (2018-2022)
- Avis consultatif sur l'Archipel des Chagos, conseiller juridique et avocat pour la Zambie (2018)

Tribunal international du droit de la mer

- Affaire du navire « Heroic Idun » (N° 2) (Îles Marshall c. Guinée équatoriale) avocat-conseil pour la Guinée équatoriale (2023-2025)
- Affaire du navire « San Padre Pio » (Suisse c. Nigeria) N° 2, conseiller juridique et avocat pour le Nigeria (2019-2021)
- Affaire du navire « San Padre Pio » (Suisse c. Nigeria), mesures conservatoires, conseiller juridique et avocat pour le Nigeria (2019)



Cour pénale internationale

- Conseils confidentiels au bureau du procureur sur les arguments du droit international à présenter à la Cour (2019)
- Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud (expert en droit international pour l'avocat de la défense) (2020)

Tribunaux d'arbitrage et de commerce international

- Expert, sous les instructions d'une des parties dans le cadre d'un arbitrage entre États (2024-2025)
- Expert, sous les instructions des requérants (arbitrage en vertu de l'accord sur les investissements de l'OIC, 2024)
- Conseiller pour un État asiatique au sein de deux groupes spéciaux de l'Organisation mondiale du commerce chargés du règlement des différends (2020-2023).
- Enron Nigeria Power Holding Ltd (îles Caïmans) c. Gouvernement de l'État de Lagos Nigeria; Power Holding Company of Nigeria et République fédérale du Nigeria,

Arbitrage de la Chambre de commerce international à Londres : expert, sous les instructions des requérants (2007)

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

- République démocratique du Congo c. Rwanda (Demande N° 007/2023), conseiller juridique et avocat pour le Rwanda (depuis 2023)

Cour européenne des droits de l'homme

- Hanan c. Allemagne (Grande Chambre) (conseil et avocat pour le requérant, 2019-2020)
- Sydorenko c. Ukraine et Russie ; Obukhivskyy c. Ukraine et Russie ; Vakhovskiy c. Ukraine et Russie (conseiller des requérants, 2016)

Comité des droits de l'homme des Nations Unies

- Bratchenko et autres c. Fédération de Russie (expert, sous les instructions des victimes, 2026)
- Oleksiv et autres c. Fédération de Russie (expert, sous les instructions des victimes, 2024)

Juridictions nationales

- Depuis 1998, engagé comme avocat-conseil, conseiller ou expert dans plusieurs affaires portées devant des juridictions nationales, dont la Cour Suprême, en Angleterre, aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Pakistan.

Postes d'arbitrage

- Membre du Comité Ad hoc du CIRDI, Telcell Wireless, LLC et International Telcell Cellular, LLC c. Géorgie (affaire CIRDI n° ARB/20/5) Demande d'annulation (2024-2026)
- Membre du Comité Ad hoc du CIRDI, Angel Samuel Seda et d'autres c. la République

de Colombie (affaire CIRDI n° ARB/19/6) Demande d'annulation (depuis 2025)

- Membre du Comité Ad hoc du CIRDI, Ahron G. Frenkel c. République de Croatie (affaire CIRDI n° ARB/20/49) – Demande d'annulation (depuis 2025)
- Membre du Comité Ad hoc du CIRDI, European Solar Farms A/S c. Royaume d'Espagne (affaire CIRDI n° ARB/18/45) – Demande d'annulation (depuis 2025)

Expérience en matière de conseil aux organisations internationales et aux États (sélection)

Nations Unies

- Conseiller pour le Programme alimentaire mondial en matière de droit international et de famine engendrée par les conflits (2019-2022, 2024-2025)
- Bureau du Coordinateur pour les Affaires humanitaires : conseil juridique relatif aux opérations de secours humanitaire (2013-2016)
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture : questions concernant le droit des organisations internationales (2019)
- Rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires pour le rapport « Drones, droit à la vie et assassinats ciblés » destiné à l'Assemblée générale (2014)
- Opinion collective pour le Coordinateur résident de l'ONU en Palestine (2017)

Commission de l'Union africaine

- Membre, groupe de travail technique, avis consultatif de la Cour internationale de justice sur l'immunité des chefs d'État (2018-2019)
- Consultant, avis consultatif de la Cour internationale de justice sur l'immunité des chefs d'État (2013)



- Consultant, examen du Statut de la Cour pénale internationale (2009)
- Consultant, loi type générale africaine sur la lutte contre le terrorisme (2005-2006)

Autres organisations internationales

- Cour permanente d'arbitrage (CPA), Membre du Groupe d'experts sur l'évolution future de la CPA
- Comité international de la Croix-Rouge : Membre du Comité consultatif mondial sur les menaces numériques durant les conflits (2021-2023)
- OTAN : Opinion collective pour le Bureau du conseiller juridique (2023)
- Membre du Groupe d'experts international auteur du Guide de Tallinn du droit international relatif aux cyberopérations, Centre d'excellence de l'OTAN pour la cyberdéfense en coopération (2015-2016)
- Organisation des États américains : Opinion collective pour le Secrétaire général sur une question présentée devant la Cour pénale internationale (2020)
- Conseil de l'Europe : Comité des conseillers juridiques sur le droit international public : groupe de travail sur la garantie de paiement de la satisfaction équitable (2024)
- Secrétariat du Commonwealth : Consultant sur le manuel du droit humanitaire international (2013) ; Membre, Groupe de travail composé d'experts sur l'examen de la loi type du Commonwealth relative à l'application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2011)

États

- Groupe de travail de (12) États pour faire évoluer les propositions de responsabilité criminelle internationale relativement à l'emploi des armes chimiques, Expert-conseil (2024-2025)
- Botswana : Bureau du principal conseiller juridique : contribution à la rédaction de la législation visant à faire appliquer les obligations découlant du Statut de la Cour pénale internationale (2010-2013)
- Chili : formulation d'avis confidentiels sur certains points spécifiques du droit international (2021)
- Estonie : ministère des Affaires étrangères : Atelier de Tallinn sur le droit international et les cyberopérations (2022)
- Japon : Conseiller en droit international (depuis 2020)
- Philippines : ministère des Affaires étrangères pour le Groupe de travail mixte ASEAN/Chine

sur la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale (2015)

- Ukraine : Bureau du Président et ministères des Affaires étrangères et de la Justice : conseiller sur l'établissement d'un tribunal spécial chargé de juger le crime d'agression contre l'Ukraine, et membre du Groupe de travail présidentiel sur l'établissement d'un mécanisme pour obtenir des réparations (depuis 2022)
- Royaume-Uni : Foreign, Commonwealth and Development Office [*ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement*] (plusieurs missions) ; Groupe consultatif du ministère de la Défense sur l'éthique de l'IA (2020-2022) ; ministère britannique du Commerce international ; Groupe parlementaire multipartite sur les drones : conseiller juridique dans l'enquête sur la collaboration du Royaume-Uni avec ses partenaires en matière d'utilisation des drones (2015-2018) ; preuve écrite, enquête de la Commission paritaire sur les droits de l'homme sur

l'utilisation des drones pour commettre des assassinats ciblés (2016) ; avis sur la légalité des frappes aériennes britanniques sur le gouvernement syrien (2018)

- États-Unis : Département d'État : membre du comité consultatif sur le droit international (2021-2025)

Formation au sein d'administrations

- J'ai participé à l'organisation et à la délivrance dans le monde entier de formations à l'intention de juristes et de fonctionnaires administratifs sur des questions de droit international.

Sélection de conférences liminaires ou citées

Organisations internationales

- ONU (Conseil de sécurité) Réunion organisée selon la formule Arria : « Contribution de la Cour pénale internationale au maintien de la paix et de la sécurité internationales » (2023) ; débat ministériel public : « La



Formation de juristes visiteurs dans le cadre du programme *International Lawyers for Africa*

primauté du droit parmi les nations» (2023); Débat public de haut niveau : « Renforcer la responsabilisation pour les violations graves du droit international » (2022)

- ONU : Médiathèque de droit international des Nations Unies (depuis 2011); cours régionaux de formation au droit international (depuis 2018); Conseil de l'Europe : Comité sur le droit international public : aspects du droit international public du conflit Russie-Ukraine (2022); droit international et cyberopérations (2022)

États

- Japon : Séminaire de droit international de Tokyo (2023)
- Royaume-Uni : droit international pour les juristes du gouvernement : conférence sur le conflit Russie-Ukraine (2022)
- Service juridique du gouvernement, conférence inaugurale sur le droit international (2014)
- Singapour : Conférence sur le droit international public, Chambres du principal conseiller juridique du Gouvernement (2022)
- République de Corée : Académie de droit international de Séoul (Académie diplomatique nationale coréenne) (2018-2022)

Institutions académiques

- Conférences commémoratives en hommage à Hersch Lauterpacht, université de Cambridge (2026)
- Conférence commémorative en hommage à M. Hilding Eek, université de Stockholm (2025)
- Discours de professeur invité, *University of the West of England* (2019)
- Conférence annuelle de droit international Ruth Steinkraus-Cohen (2018)
- Conférence inaugurale Thornberry sur le droit international et les droits de la personne, université de Keele (2015)

- Conférence Susan N. et Augustus DiZerega, faculté de droit de l'université George Washington/Institut international Zoryan des études sur le génocide et les droits de la personne (2015)
- Conférence Sir Ninian Stephen en tant que professeur invité, Centre Asie-Pacifique de droit militaire, université de Melbourne (2015)

Autres organisations

- Conférence Charles Brower sur la résolution des différends internationaux, conférence annuelle de la American Society of International Law [Société américaine du droit international] (2026)
- Global Arbitration Review Live : Conférence TBI (2022)
- Discours liminaire de la conférence Winston & Strawn/Londres sur le droit international (2022)
- Réunion annuelle du Conseil canadien de droit international (2019)
- Intervenant extérieur, conférence Grotius, réunion annuelle de l'*American Society of International Law* (2018)
- Conférence annuelle de l'*International and Comparative Law Quarterly* (2017)

Adhésion à des conseils d'administration, revues et organismes de recherche (sélection)

- Éditeur fondateur, EJIL:Talk! (2008-2024)
- Membre, Groupe consultatif international, projet sur la (quatrième) refonte de la loi sur les relations étrangères, American Law Institute [*Institut du droit américain*] (2014-2018 et depuis 2023)
- Membre, conseil d'administration, Rhodes Trust (2020-2026)
- Membre, Groupe africain pour la justice et la responsabilisation (depuis 2016, en congé sabbatique)
- Membre du comité consultatif, Israel Law Review [*Revue israélienne du droit*] (depuis 2015)

- Membre du comité consultatif, Ethiopian Yearbook of International Law [*Annuaire éthiopien de droit international*] (depuis 2015)
- Membre, comité consultatif, International Law Studies [*Études de droit international*] (depuis 2013)
- Membre du comité de rédaction, American Journal of International Law [*Revue américaine du droit international*] (2013-2023)
- Membre, comité consultatif, International Centre for Transitional Justice [*Centre international pour la justice transitionnelle*] (2011-2023)
- Administrateur, British Institute of International and Comparative Law [*Institut britannique de droit international et comparé*] (2017-2020)
- Membre, Forum économique mondial, Conseil mondial sur l'avenir des droits de la personne (2016-2018)
- Membre, comité consultatif juridique, Protéger l'éducation dans l'insécurité et les conflits (Qatar) (2010-2013)
- Membre, comité consultatif scientifique, puis comité de rédaction, European Journal of International Law [*Journal européen du droit international*] (2007-2017)
- Membre, comité de rédaction, African Journal of International and Comparative Law [*Revue africaine de droit international et comparé*] (2007-2013)
- Poverty, Conflict and the Environment [*Les droits de l'homme face aux défis du 21^e siècle : pauvreté, conflits et environnement*] (Akande, Kuosmanen, McDermott & Roser, éd. 2020)
- Oppenheim's International Law: The United Nations [*Droit international d'Oppenheim : les Nations Unies*] (avec Higgins, Webb, Sivakumaran & Sloan, 2017)
- Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations [*Guide de Tallinn 2.0 du droit international applicable aux cyberopérations*] (membre du Groupe international d'experts, 2017)
- Practitioner's Guide to Human Rights in Armed Conflict [*Guide pratique des droits de l'homme dans les conflits armés*] (Oxford University Press, 2016) (éditeur consultant avec Murray, Garraway, Hampson, Lubell & Wilmschurst)
- Oxford Companion to International Criminal Law and Justice [*Guide Oxford du droit et de la justice pénaux internationaux*] (éditeur, avec Cassese et coll., 2009)

Chapitres d'ouvrage et articles de revues

- Armed Conflicts and Investor-State Disputes [*Conflits armés et différends investisseur-État*] (2024), 39 ICSID Review – Foreign Investment Law Journal
- Drawing the Cyber Baseline: The Applicability of Existing International Law to the Governance of Information and Communication Technologies [*Jeter les bases du cyberspace : applicabilité du droit international existant à la gouvernance des technologies de l'information et de la communication*] (2022) '99 International Law Studies 4' (avec Talita Dias & Antonio Coco)
- The Right to Life and the Jus ad Bellum: Belligerent Equality and the Duty to Prosecute Acts of Aggression [*Droit à la vie et Jus ad bellum : égalité des belligérants et droit de poursuites pénales d'actes d'agression*] (2022) 71 International and Comparative Law

Sélection de publications

Ouvrages

- The Individualisation of War: Ethics, Law and Politics [*Individualisation de la guerre : éthique, droit et politique*] (Welsh. Akande & Rodin, éd. 2023)
- Oxford Guide to International Humanitarian Law [*Guide Oxford du droit international humanitaire*] (Saul & Akande, éd. 2020)
- Human Rights and 21st Century Challenges:

- Quarterly 453 (avec Miles Jackson)
- Economic Sanctions, International Law, and Crimes Against Humanity: Venezuela's ICC Referral [*Sanctions économiques, droit international et crimes contre l'humanité : renvoi du Venezuela devant la CPI*] (2021), '115 American Journal of International Law 493' (avec P. Akhavan & E. Bjorge)
 - Use of Force in Self-Defence to Recover Occupied Territory [*Recours à la force dans l'autodéfense pour reprendre un territoire occupé*] (2021) '32 European Journal of International Law 1299' (avec A. Tzanakopoulos)
 - Implications of the Diversity of the Rules on the Use of Force for Change in the Law [*Implications de la diversité des règles sur l'usage de la force pour la modification du droit*] (2021), '32 European Journal of International Law 939' (avec Katie Johnston)
 - Conflict-induced Food Insecurity and the War Crime of Starvation of Civilians as a Method of Warfare: The Underlying Rules of International Humanitarian Law [*Insécurité alimentaire engendrée par les conflits et le crime de guerre de famine utilisée contre les civils comme méthode guerre : règles fondamentales du droit international humanitaire*] (2019) Journal of International Criminal Justice (avec Emanuela-Chiara Gillard)
 - Treaty Law and ICC Jurisdiction over the Crime of Aggression [*droit conventionnel et compétence de la CPI en matière de crime d'agression*] (2018), 29 European Journal of International Law 939 (avec Antonios Tzanakopoulos)
 - The Immunity of Heads of States of Non-parties in the Early Years of the ICC [*Immunité des chefs d'État des non parties dans les premières années de la CPI*] (2018), '112 American Journal of International Law Unbound 172'
 - Arbitrary Withholding of Consent to Humanitarian Relief Operations in Armed Conflict [*Refus arbitraire de consentement à autoriser les opérations de secours humanitaire dans les conflits armés*] (2016) '92 International Law Studies 483' (avec Emanuela-Chiara Gillard)
 - The International Law Framework Regulating the Use of Armed Drones [*Cadre réglementaire du droit international pour l'utilisation des drones armés*] (2016) '65 International and Comparative Law Q 791' (avec C. Heyns, L. Hill-Cawthorne & T. Chengata)
- Prix et distinctions honorifiques**
- Éloge du ministre des Affaires étrangères, gouvernement du Japon (2025)
 - Médaille d'argent de l'Ordre de l'indépendance nationale, gouvernement de Guinée équatoriale (2025)
 - Docteur en droit civil (Honoris Causa), université de Durham (2025)
 - Éloge de l'ambassadeur, gouvernement du Japon (2024)
 - Certificat de mérite pour connaissance hautement technique du métier et service rendu aux juristes et universitaires en exercice, American Society of International Law (2019)
 - Prix Premio Regione Toscana Giorgio La Pira, Journal of International Criminal Justice (2003)
 - Prix junior du sous-comité des affaires internationales Gilbert Murray Trust (1995)
- Formation**
- Université d'Oxford, maîtrise (2004, décernée par résolution)
 - London School of Economics and Political Science, maîtrise de droit (1994)
 - Faculté de droit nigériane, diplôme d'avocat plaidant et de juriste (1993)
 - Université d'Ife (Nigeria), licence de droit (1992)



Pour plus d'informations sur la candidature du Professeur Akande à la CIJ,
merci de contacter : Foreign, Commonwealth and Development Office,
DLMultilateralElections@fcdo.gov.uk